

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Segolene-et-les-reacteurs-Oui-mais-lesquels>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez
vous > Revue de presse > **Ségolène et les réacteurs. Oui, mais lesquels ?**

13 janvier 2015

Ségolène et les réacteurs. Oui, mais lesquels ?

Source : Sciences et Avenir

<https://sciencepouvousetmoi.blogs.sciencesetavenir.fr/archive/2015/01/13/segolene-et-les-reacteurs-oui-mais-lesquels-23170.html>

Ségolène et les réacteurs. Oui, mais lesquels ?

13/01/2015

Réactions tous azimuts (et prévisibles) après l'interview de Ségolène Royal à notre confrère L'usine Nouvelle, ce 13 janvier 2014, titrée « ***Il faut programmer la construction d'une nouvelle génération de réacteurs nucléaires*** ».

Du député écologiste Denis Baupin, pour qui « ***la France n'a pas besoin de nouveaux réacteurs nucléaires, mais plus de renouvelables*** »,

à la SFEN (société française d'énergie nucléaire, association de promotion du nucléaire, qui compte comme contributeurs EDF, Areva, CEA, Andra, GDF-Suez...) qui « ***se félicite des réactions de la ministre*** » tout en grognant sur le projet de loi sur la transition énergétique - « ***elle n'ouvre toujours pas de perspective pour le parc existant ou les nouvelles constructions*** », en passant par le réseau Sortir du Nucléaire, pour qui les propos de la ministre sont « ***inacceptables*** » et ne servent qu'à « ***sauver une filière en déroute*** ».

Rappelons, pour mémoire, qu'en avril 2014, Bernard Bigot, administrateur du CEA, bientôt à la tête d'ITER (prototype de réacteur à fusion nucléaire), estimait, également dans Usine Nouvelle qu'« ***il faut construire 35 réacteurs d'ici 2050 (...) pour que l'énergie nucléaire puisse couvrir les besoins en électricité à 50%*** »

Une chose est sûre : la déclaration de la ministre de l'Écologie, du développement durable et de

l'énergie, demeurée très générale, n'explicite pas de quels réacteurs il s'agira. Nous nous étions posé explicitement cette question, à Sciences et Avenir, juste après les débuts de la catastrophe de Fukushima. Nous avons alors publié le schéma ci-dessous de renouvellement du parc, proposé par le CEA (avant que ne soit avancé le principe d'une réduction de la place du nucléaire en France à 50% d'ici une dizaine d'années, contre 75% aujourd'hui).

On voit que l'amorce du changement se fait d'abord à travers l'EPR (réacteur à eau pressurisée européen), dont on sait que la construction ne se révèle pas si aisée et dont le coût ne cesse d'augmenter. Le démarrage de celui de Flamanville (plus de 8 milliards d'euros, trois fois plus que ce qui était prévu), prévu pour 2012, n'aura peut-être lieu qu'en 2017.

Bien, mais à quel rythme les construire ? Pour l'estimer, encore faut-il décider de la durée de vie des réacteurs actuels.

Cinquante, soixante ans ?

Ce qui n'est toujours pas clair. D'autant que l'ASN (autorité de sûreté nucléaire) ne veut pas promettre un prolongement sans examen au-delà de quarante ans.

De premiers avis sur les points techniques cruciaux permettant d'assurer la sûreté devraient tomber cette année. Ensuite – et en parallèle, un peu plus tard, passer à des réacteurs dits de 4^e génération ?

Oui, mais lesquels ?

Bernard Bigot prône des « **réacteurs à neutrons rapides permettant le multirecyclage du plutonium** ». Au CEA, on travaille toujours à l'élaboration du prototype Astrid, refroidi par le fluide caloporteur sodium (environ 650 Millions d'euros pour cette phase d'étude).

Après l'arrêt de Superphénix en 1996 (déjà un réacteur à neutrons rapides refroidi au sodium), peut-on imaginer de reprendre pareil genre de filière ?

Ou bien se tournera-t-on vers d'autres solutions, qui n'ont été jusqu'à présent que peu prises en compte – type réacteurs à « sels fondus » ?

Filière dont les défenseurs pointent le côté plus « sûr » et l'avantage de se défaire de la seule ressource uranium (qui n'est pas inépuisable) pour se tourner, par exemple, vers le thorium. **C'est un euphémisme que de dire que ce genre de décisions augure d'âpres débats. Car si les débuts du nucléaire civil français ont été opérés dans le secret et le développement des réacteurs REP actuels accompli à marche forcée entre la fin des années 1970 et pendant les années 1980-1990, les temps ont changé.** Les prochaines décisions ne pourront que passer par un débat démocratique. Et il faudra beaucoup d'éducation au nucléaire pour que les citoyens s'y retrouvent dans le jargon du domaine. Si tant est qu'ils ne réclament, désormais, des énergies renouvelables ! Notre voisin l'Allemagne montrant en quelque sorte l'exemple. Deux seules exigences cruciales d'ici là : l'absolue sécurité des installations, dont les vulnérabilités ont été pointées lors d'un récent rapport maintenu secret, demandé par l'Office parlementaire des choix scientifiques et technologiques, en novembre 2014, après le survol de plusieurs centrales par des drones, toujours non identifiés. Et l'inflexibilité de l'ASN et de l'IRSN (Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire) sur les questions de sûreté. Tout cela fait beaucoup demander.